

# cerises

## la coopérative

### Humeur de Cerises

Les statistiques de la CNAVTS nous apprennent que 20% des retraites sont prises par anticipation. Et souvent bien avant 60 ans. 64 ans ? NON c'est NON !

Selon la fédération française des banques alimentaires, 2,4 millions de personnes ont été « accueillies » par l'aide alimentaire en 2022. Et c'est un patron de l'agro-industrie qui est le nouveau président de la FNSEA...

L'Océan Atlantique est frappé par une canicule marine. Le Canada a subi d'immenses incendies avant même le printemps. Le corail s'affaiblit. Mais le trafic aérien marche du tonnerre, il suffisait d'habiter près du Bourget (cocorico Airbus !) pour l'entendre...

### NOTRE PAYS EST EN DEUIL ET EN COLÈRE



©serge d'ignazio

### Agenda militant

**3, 4, 5, 6 août Larzac**

[Rencontres des luttes locales et globales](#)

**Du 23 au 27 août à Bobigny**

[Université des mouvements sociaux](#)

## Le Grand Capital dans une impasse ?

Les présidences d'Emmanuel Macron sont marquées par un véritable tournant politique : on s'oriente lentement mais sûrement vers l'illibéralisme c'est-à-dire une conception de la politique très autoritaire, s'approchant d'une version néofasciste. On règle le débat parlementaire à coup de 49.3 et autres artifices constitutionnels, on s'en prend aux libertés syndicales, à la Ligue des Droits de l'Homme ou récemment au collectif Le soulèvement des Terres. On retrouve cette même dérive un peu partout dans le monde (Pologne, Hongrie, Grèce Italie, Finlande Tunisie, USA, Brésil...etc.). Et dans ce sombre tableau la social-démocratie a accompagné cette logique. N'est-ce pas Hollande et Valls qui avaient proposé une loi sur la déchéance de nationalité du jamais vu depuis Pétain.

Le Capital et ses soutiens sont dans une impasse globale car ils ont conscience qu'aucune de leurs solutions ne seront acceptables par l'immense majorité de la population. Dans plusieurs pays européens c'est la fuite en avant dans une construction très autoritaire de la politique et les droites s'acoquent de plus en plus avec l'extrême-droite.

Depuis le début des années 80 la grande Bourgeoisie a mis en perspective la logique néolibérale pensée dès la fin des années 30 par la société du Mont Pèlerin. Rappelons qu'en août 1938 se tient à Paris un colloque auquel 26 économistes et intellectuels participaient notamment Hayek, Von Mises Jacques Rueff et Raymond Aron. Ce colloque est l'acte de naissance du néolibéralisme. Il s'agit de gérer l'État comme une entreprise et casser l'État social construit après 1945 grâce à un rapport de force tout à fait favorable aux travailleurs, car la Bourgeoisie s'était compromise avec Hitler et ses thuriféraires. Peu à peu la constitution a été modifiée et utilisée pour empêcher que le peuple s'exprime, les libertés publiques ont subi une cure d'amaigrissement et l'État de droit s'est transformé en État au service exclusif des Multinationales comme dans les accords honteux de Libre-échange. Souvenons-nous aussi de Hollande/Valls qui ont fait voter des lois d'exception en 2015/2016. L'heure est grave car le néolibéralisme ne supporte pas l'exigence démocratique... Des millions de français se sont mobilisés contre la réforme des retraites et pour des services publics de qualité. Heureusement, le mouvement a porté l'exigence d'une démocratie entre les mains du peuple et non celle d'un personnage auquel il faudrait se vouer. Car on entend ici et là qu'une personnalité à poigne pourrait sauver le pays du désastre. Seule la construction d'une solide alternative, de grande ampleur, pourra stopper cette logique

L'avenir nous appartient. Rien n'est joué à l'avance !! ●

DANIEL ROME



## Place aux JO : Sinistre jeu de domino

« Notre responsabilité, c'est de démontrer, par la politique que nous menons, que cette politique est plus efficace que l'extrême droite ne le sera jamais si elle devait arriver au pouvoir. » Aurore Bergé (BFMTV 1-6-23)



La coupe du monde rugby approche, les jeux olympiques pointent à l'horizon.

Il faut faire place nette. Des exilés sont fermement incités à aller voir en région l'hospitalité française. Des étudiant.e.s sont viré.e.s de leur résidence universitaire pendant la durée des épreuves et de leur préparation. L'AFP nous révèle qu'à l'approche de cette Coupe du monde des hôteliers refusent d'accueillir des précaires. Le gouvernement crée des 'SAS', une dizaine, pour les orienter (trier devrait-on écrire) en région, les résidences sociales étant « réquisitionnées » dans la foulée.

Fin mai, nous apprenons par un communiqué de la Mairie de Bruz que « la préfecture d'Ille-et-Vilaine a décidé d'installer un sas d'accueil pour des personnes venant de la région parisienne. Le gouvernement a donc décidé de déplacer ces populations dans les régions ».

Le gouvernement crée ainsi 10 SAS dans les régions.

Un ancien collègue bordelais, utilisé pour des ukrainiens, devient ainsi SAS d'accueil provisoire. A Bruz, en Bretagne, le maire, pour une opération identique est mis devant le fait accompli.

Et la liste des « exemples » ne cesse de s'allonger, dans une indifférence médiatique assez remarquable.

Ces sas seront prévus pour des personnes qui ne resteraient que trois semaines, dans l'attente d'un déplacement dans un des départements de la région, à tour de rôle. Ces personnes rejoindraient alors des centres d'hébergement d'urgence (tous saturés actuellement). Pour ce qui concerne la Bretagne le seul et unique sas se situerait donc à Bruz et accueillerait 50 personnes maximum.

Toutes ces personnes ainsi déplacées s'ajoutent aux sdf, aux mineurs errants et aux personnes précarisées relevant des CHRS, de l'hébergement d'urgence. L'accompagnement social des personnes serait assuré par une association qui s'occupe de précaires pour ouvrir leurs droits, si possible. Une urgence durable, sans aucun moyen nouveau pour faire face à cette misère et l'accompagner.

Faire place nette. Ici, certains enfants étaient déjà scolarisés, là une dame malade s'est retrouvée dans une chambre, dans la Finistère, réservée pour une seule nuit. A son retour, elle ne peut plus réintégrer l'hôtel et campe avec sa fille.

Des squats sont expulsés de Rennes à Montpellier, jetant à la rue des dizaines de mal-logés.

Il ne s'agit pas de nier la nécessité de solidarité entre départements pour l'accueil des exilés, mais on peut craindre que le but réel de cette opération vise à les invisibiliser en région francilienne durant les jeux olympiques en les déplaçant, sans concertation et dans la précipitation. Si ces SAS ne sont pas accompagnés de création de places supplémentaires dans les centres d'hébergement d'urgence et les CADA, centres d'accueil pour demandeurs d'asile, il ne seront qu'un centre de tri aboutissant à une remise à la rue des personnes déplacées, dans des villes où l'hébergement est depuis plusieurs années totalement saturé, et où se multiplient les campements et occupations de gymnases. Les personnes déplacées des campements franciliens vont-elles venir grossir les campements « provinciaux » déjà en train de se constituer ?

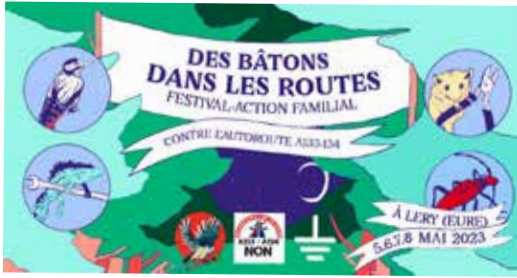
A la veille du débat parlementaire sur la loi Darmanin, chargée de serrer la vis à la circulation des personnes que la crise climatique, les guerres et les inégalités économiques provoquent du fait du pillage des pays par le capitalisme mondialisé, ce nettoyage augure mal d'un humanisme déjà fort dégradé. Sur fond de prééminence des thèses de l'extrême-droite dans le débat public, le pire reste à craindre.

Ce sinistre jeu de dominos est une double honte : pour les populations franciliennes dont une partie est ainsi invisibilisée ; pour les territoires de province traités comme de vulgaires « bantoustans ».

C'est d'une tout autre politique de l'accueil, des migrations et du respect des droits humains dont nous avons urgent besoin. De la Roya à Bruz, la dignité doit se conjuguer au présent.

● MARIANNE COUDROY, PATRICK VASSALLO

## Du goudron et ...



Le gouvernement et plusieurs collectivités territoriales dirigées par la droite ou le PS ont une frénésie d'aménagement et de construction d'autoroutes aux 4 coins du pays (Rouen, Strasbourg, Toulouse, Lyon/Turin, Thionville etc... pour ne citer que les plus emblématiques). Au total 55 projets qui vont détruire des terres agricoles, des forêts, des zones humides indispensables à la préservation de notre écosystème. Le dérèglement climatique nous impose de changer radicalement notre manière de penser l'aménagement du territoire et les mobilités des Hommes et des marchandises. Par ailleurs ces projets, au-delà du coût pour l'environnement ont un coût pour les finances publiques de l'ordre

de 18 milliards d'€. Les élus locaux comme le président de la Région Normandie ou Carole Delga en Occitanie refusent tout dialogue et s'obstinent dans leur visée climaticide. Pourtant des alternatives existent mais les majors du BTP et les députés de droite et macronistes restent sourds à l'expertise associative et citoyenne traitant les opposants aux projets d'écoterroristes. Des lois ont été votées pour aboutir à zéro artificialisation nette mais une fois de plus on contourne les lois qui permettent de réduire l'empreinte carbone et protéger notre environnement. Le mouvement associatif et les citoyens n'ont plus d'autres choix que des actions fortes qui bloquent les projets comme les rassemblements contre le Lyon /Turin ou le projet autoroutier entre Toulouse et Castres. Tout n'est pas perdu car le ministre des Transports demande un réexamen de ces projets.

● DANIEL ROME

## Fret ferroviaire : bien commun ou Monopoly capitaliste ?

Lundi 22 mai, la Première ministre annonçait un « plan d'action » pour accélérer la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Le lendemain, le ministre chargé des transports présentait, aux fédérations syndicales du secteur ferroviaire, un autre plan d'action organisant la liquidation de la SAS Fret SNCF du groupe public ferroviaire.

Menacé par l'ouverture d'une enquête de la commission européenne pour aides illégales d'Etat, le gouvernement français refuse le bras de fer politique avec Bruxelles. Il se prépare, avec la direction SNCF, à faire disparaître l'un des opérateurs historiques européens dont le maillage territorial – même très affaibli ces dernières années, notamment à coup de destructions d'infrastructures ferroviaires pourtant pleinement utilisables – reste un atout incontournable dans le cadre de la transition écologique.

Pour satisfaire la Commissaire européenne à la concurrence, le gouvernement français va très loin :

- 1- abandon par la SNCF d'une partie des trafics dédiés d'ici décembre 2023 ;
- 2- bradage au privé de 40 % des actifs immobiliers de Fret SNCF, de la plateforme logistique de Saint-Priest (Rhône) et d'une partie de son matériel roulant ;
- 3- un premier « plan social », avec 10% de suppression d'emplois parmi le personnel de Fret SNCF (environ 500 cheminot-es) de moins mise à disposition, sur la base du « volontariat », à des entreprises concurrentes, qui n'ont ni les équipements ni les salarié-es suffisants pour exploiter les trafics abandonnés par la SNCF.

Il y a une vingtaine d'années, le ministre des transports de l'époque, Jean-Claude Gayssot, avait ouvert la voie de la privatisation, anticipant même l'application des directives européennes sur « l'ouverture à la concurrence », pour mieux la contrôler et développer le trafic fret ferroviaire, disait-il. On connaît le résultat !

L'attaque contre le fret ferroviaire est un coup porté au corps social cheminot et à l'environnement. Alors que la macronie veut aller très vite, pour ne pas entamer leur campagne pour les élections européenne avec ce scandale d'état, une riposte syndicale, politique et environnementale est lancée par l'interfédérale cheminote<sup>1</sup>. En pleine urgence écologique, ce secteur des transports, le ferroviaire, doit être sorti immédiatement du marché de la concurrence. Rompre avec le marché, renoncer aux sempiternelles menaces autour de « la dette », prendre des mesures en fonction de l'intérêt commun et non des profits d'une minorité : lors de la crise sanitaire, les capitalistes l'ont bien fait (très momentanément, bien sûr !) pour sauver leur système ! Aujourd'hui, renouons concrètement et durablement avec cette utopie, mais pour sauver la planète et le genre humain !

● JULIEN TROCCAZ

<sup>1</sup>. Outre les fédérations syndicales CGT, UNSA ferroviaire, SUD-Rail [Solidaires], CFTD et FO, l'appel est notamment signé par les confédérations et unions syndicales CGT, CFE-CGC, UNSA, FSU et Solidaires, les associations Alternatiba, Attac France, Convergence Nationale Rail, Coudes à Coudes, Dernière Rénovation, Fondation Copernic, Greenpeace France, Les Amis de la Terre, Oxfam France, les partis Europe Ecologie Les Verts, Génération S, La France Insoumise, Parti Communiste Français, Parti Ouvrier Indépendant, Parti Socialiste, Nouveau Parti Anticapitaliste.



# Que la montagne est rebelle !



© Gérard Loeuillette

Pour son numéro estival, Cerises la coopérative vous propose de prendre de l'altitude. Oh, dans ce dossier, pas d'exotisme, ni de grands airs. On n'y parle pas descentes en ski, étoiles, treks ou performance. Respect quand même, mais ce n'est pas notre propos. On cherche ici un bol de pensées. De l'air simplement pour nos neurones, de l'oxygène pour nos espoirs embrumés entre bavures policières et mobilisations quotidiennes.

Pas de cartes postales bien lissées, des photographies pour sentir ce vent-là.

Mais du vivant ! De celles et ceux qui vivent « à la montagne ». Qui vont y travailler. Qui la défendent, l'aiment et y accueillent. Qui la respectent.

La montagne n'est pas une chaîne plantée au milieu - ou aux confins - de notre géographie. Serait-elle un antidote à la Ville. Un havre de paix ?

Mais est-il nécessaire d'opposer l'un à l'autre ?

Beaucoup d'éléments dans ce dossier donnent l'ampleur du vivant, dans bien des dimensions. Et il en manque. Du théâtre en déambule et tant d'initiatives culturelles dans des vallées, des places de marché vivantes au cœur du village, des centres de vacances de collectivités publiques ou d'entreprises. On pensera à Ferrat ou à Michel Bühler. A Giovanna Marini. Aux veillées que certains.es d'entre nous ont pu connaître. On se rappellera avant une course dans la Meige ou les Écrins ces fins de journée en refuge. Un autre monde ? Ou un vecteur de nos parcours de vies partagées.

Ouvrons ce dossier, donc ; ce n'est qu'un début continuons la rando !

## Prendre de l'altitude ?

Ce dossier de *Cerises La Coopérative* a un air de grande randonnée de montagne. Il grimpe ; il tourne. Mais il a du sens. Une façon de prendre de l'altitude. Les territoires de montagne en France sont aux premières loges du changement climatique. Les stations de ski sont l'une des industries obligées de s'adapter rapidement à l'évolution très rapide des conditions météorologiques. Habitants-e-s, élu-e-s locaux-cales et saisonniers-ères s'organisent pour bifurquer. Ils y vivent. Gérard Loeuillette nous dit son exil en montagne, sa forme de « réussite ». Jean-Paul Leroux a ses Alpes au cœur quand Francis Morin nous emmène du Grand Paris au Grand Genève.

Les montagnes sont des terres agricoles mais alors que partout en France la taille des exploitations laisse place à l'arrivée des multinationales, ici, plus qu'ailleurs, les conditions géographiques ont permis le maintien de fermes paysannes et l'apparition de projets innovants, écologiques et inspirants. Dans le beaufortain, GDB nous dit ces enjeux. Et Raphaël Saint-Germain nous conte l'art d'y être vigneron. Les loups et autres grands carnivores y sont chez eux, mais le débat fait rage sur leur nuisibilité. Farid Benhamou éclaire ce problème.

Les massifs alpins sont aussi le lieu où se nouent les enjeux de migrations. Ici cohabitent la fermeture brutale des frontières au sein de l'espace Schengen et un mouvement d'hospitalité inédit. Les collectifs citoyens y sont une chance, nous montre Frédi Meignan. Faire autrement, en montagne aussi.

Le tourisme porte des aspirations diverses : retrouver la nature et les grands espaces et la surconsommation des stations. Des contradictions entre cultures et représentations s'affrontent ; quels regards portent des urbains sur les ruraux, des montagnards sur les migrants ? ... Pour l'Association Promotion et Culture du Voyage, le tourisme peut être solidaire, social, respectueux. Présentation de Rahim Rezigat. A quoi répond d'une certaine façon le pyrénéen Renaud de Belfon. Un autre virage en pente !

Quant à Pierre Zarka, à défaut de grimper aux rideaux de la rédaction, il a grimpé sa montagne. Le déjà là est dans l'effort... Cédric Szabo sillonne de village en commune rurale : un vrai ruissellement !

La montagne est aussi du travail. Du « social » des saisons. Jean Troccaz nous dit l'aberration du Lyon-Turin, ce trou dans la montagne qui perce aussi notre écologie. Perrine Augrit nous indique sa quête entre autogestion et patronat, à faire les saisons, quand le pâtre Solidaire Ramon Perez promeut l'organisation. Un syndicalisme qu'illustre Anne-Line Hudault pour Sud Neige 73...

Au détour d'un nouveau virage le langage sifflé nous arrive aux oreilles, auxquelles Alexandra Pichardie et Daniel Rome ont été particulièrement attentifs.

Alors que le 20<sup>ème</sup> siècle a couronné l'espace de l'urbanité comme celui d'une civilisation de la liberté et de l'émancipation face aux carcans de l'église, de la famille et des traditions, le monde rural



© Gérard Loeuillette

montagnard est aujourd'hui un espace étonnant où la solidarité communautaire et l'implication citoyenne ne sont pas de vains mots... et si le 21<sup>ème</sup> siècle était celui de la réinvention d'un lien de proximité entre les humains, et avec le vivant. Dans *Cerises La Coopérative*, chacune de vos réactions sera la bienvenue. Passons le col, s'ouvre le paysage !

● **La rédaction**

# Exil en montagne

*Cerises* : Pourquoi as-tu choisi de « t'exiler » des Hauts-de-Seine pour vivre aux pieds du Mont Blanc et, après 15 années, quel bilan tires-tu de ce déracinement volontaire... ?

Gérard : L'appel de la montagne. !? Il y a de ça. !! Le choix vient d'abord d'être retraité, veuf avec une famille à présent installée ici et là. Donc plus d'impératif... Mon choix de vivre en montagne est celui de vivre « des jours heureux ». C'est à dire de ma classe de neige à Cervières (sans remonte pente !) à, avant-hier ; conduire une cordée pour la traversée glacière (de l'aiguille du Midi à la Pointe Helbronner) vivre dans la grande nature là où je me sens « reconnu « où je me sens comme « chez moi », souvent « devant, ouvrant le chemin », sollicité pour accompagner ou pour gravir tel sommet ou telle montagne, ici dans le Mont blanc, les Aravis ou les Fiz comme hier dans les Écrins... Pour moi, 60 ans après sa découverte, la montagne est toujours magique, les éléments de la nature s'expriment en grand, les 4 saisons dévoilent des atours très attractifs. Lieux de lumière, de contrastes, de contemplation, de dépassements de fraternité en cordées ou simplement en chemins. Rencontrer un bouquetin qui prend la pose, déboucher sur un vaste champ de rodhos, devoir sauter pour passer un torrent, une crevasse, en baver pour escalader l'obstacle rocheux... Ou rester « baba » devant le lever ou le coucher de soleil ...

Que d'émotions, d'émerveillements, d'anecdotes de figures rappelant ces Moments, y compris ceux et celles disparu(e)s. En fait, mon véritable 1er livre d'adolescent « 1<sup>er</sup> de Cordée » (R.F. Roche), a marqué profondément le jeune Audonien

résident à la porte des Puces, particulièrement avec cette classe de neige. Éblouissement !! Et pour la première fois, le chétif garçon né peu après la libération des camps est premier de la classe... En ski !! ça marque une vie !!

## ● Gérard Loeuilliette.







© Ceriseslacoperative

Cirque de Gavarnie

## Montagne : soulèvement de la terre...

La Montagne, géologiquement parlant, est un soulèvement de la terre, un entrechoc entre plaques tectoniques, une mer en pleine altitude, une rebelle à toutes classifications géomorphologiques, une pure densité face aux étoiles.

La Montagne, géopolitiquement parlant, est une négation des volontés d'appropriation. Elle est dite barrière mais livre passage. Tantôt savoyarde, suisse, autrichienne, napoléonienne, garibaldienne ou mussolinienne, puis françaises ou autres, finalement européenne et mondiale. Elle n'autorise à la fréquenter que des rebelle : alpinistes, colporteurs de vivres et de poésie, maquisards, no border. Ceux et celles qui vivent là, ont l'héroïsme quotidien. Le paysage lui doit son existence. Elle ne donne pas, elle prête : personne ne peut l'emprisonner.

La Montagne, économiquement parlant, est broyée par l'industrie, celle-ci réfugiée aux creux des vallées, pour produire de la mécanique de précision, de la chimie et de l'électricité, subit les aléas de l'économie de plein fouet. Contre le changement climatique, elle proteste activement et dangereusement : disparition bien entamée des glaciers, éboulements, crues mortelles et destructives des épisodes méditerranéens (Roya, Vésubie, Tinée), ses cris de colère dévastent la fragilité humaine. La montagne d'hiver est en train de quitter l'industrie de ski, des stations de moyenne montagne sont mortes ou vont mourir. Plus haut, le cynisme règne : sa palme revient à Tignes qui veut installer une passerelle pour que les touristes admirent son glacier de la Grande Motte en train de dépérir : tourisme de mort.

La Montagne, humainement parlant, est un condensé de luttes. Lutte sur les frontières qui tuent et pourtant ouvrent à la vie !

A Montgenèvre, plus la PAF militarise les passages, plus les migrant-es arrivent dans les divers *Refuges* : paradoxe imprévisible que des centaines de maraudeu-ses expérimentent. Un fait anecdotique et sympathiques est livré dans ce petit texte : « Tiens du thé, tiens une pomme, retente ta chance, tu vas y arriver, pas ce soir, mais tu vas y arriver, lui dit le policier<sup>1</sup> ». Générations Identitaires, ce groupe « fasciste », a fait son coup d'éclat au col de l'Échelle, mal lui en a pris, il fût dissout ! Les 7 de Briançon, condamnées à Gap, innocentées et indemnisées en appel, incarnent la rébellion victorieuse. La montagne est terrible pour l'inhumanité, elle ne valorise que l'humanité fraternelle. Les luttes sont partout, contre les prix impossibles des loyers dans les grandes stations, plus chers que dans le XVI<sup>e</sup>, contre la privatisation des barrages sous le slogan « Quand tout sera privé, nous serons privés de tout », contre la dégradation des lignes de chemins de fer dites secondaires, contre le projet antiécologique de présenter PACA pour obtenir les JO d'Hiver en 2034, contre le tunnel entre Lyon et Turin, les No TAV, italiens et français sont là...

La Montagne, politiquement parlant, est dangereuse, intersection des luttes, elle donne sens à ce qui nous est commun : la pure densité humaine sous les étoiles d'une terre qui se soulève contre toute l'inhumanité qui veut la rendre invivable.

● Jean-Paul Leroux  
19 juin 2023

1. Lætitia Cuvelier, *Comme je coupe les oignons*, Éditions Gros textes, Châteauroux-les-Alpes, 2023, p.60.



© Ceriseslacooperative

**Cirque de Gavarnie et brèche de Roland**

## Du « Grand Paris » au « Grand Genève »

**Pour vivre ma retraite après soixante-dix ans de vie, et de militantisme, en banlieue parisienne dans le 93, je me suis installé dans le bassin de vie et d'emploi dominé par Genève, le « Grand Genevois », après le « Grand Paris », au bord du lac Léman, et sous les montagnes douces du Chablais.**

C'est une zone attractive qui connaît un accroissement démographique rapide, marqué par le tourisme, d'hiver et d'été, et le travail transfrontalier avec la Suisse voisine. Le bâti est concentré sur le littoral du lac, mais le goût pour la maison individuelle, le coût du foncier, favorise l'étalement urbain : les villages se renforcent et les migrations pendulaires sont un problème croissant. Les ruraux, majoritairement, travaillent en urbain.

Au fond, dans un contexte libéral et conservateur (pas de gauche au conseil départemental), les choix sont de court terme : on se bat pour obtenir un passage du tour de France, on maintient le ski grâce à des canons à neige, on construit des autoroutes pour faciliter l'accès à la Suisse et aux stations... On détruit les terres agricoles de façon discrète.

Les savoyards tiennent à leur montagne, à leur tranquillité, leurs paysages et les habitants venus d'ailleurs (de la RP ou d'An-

gleterre, des Pays-bas) y sont venus pour cet environnement. Certains se sont éloignés trente ans (comme ma compagne) et font un retour tardif... Le paradoxe de la « dernière maison au bout du village » est comparable aux excroissances de l'Oise et du Val d'Oise... L'économie locale est passée d'une agriculture et d'une petite industrie de précision au tourisme et au travail transfrontalier. Pas ou peu de réflexion sur le développement endogène.

Quand on dit qu'on vient du 93, les gens nous regardent de façon consternée. Comment peut-on vivre là-bas ?

Pourtant les phénomènes et les tendances sont comparables : le départ des usines, la disparition des ouvriers paysans, de la couronne maraîchère (la spécialisation dans le fromage), la désertification médicale, l'augmentation du prix du foncier, la faiblesse en nombre du logement social, une activité diversifiée





© Gérard Loeuillette

a disparu au bénéfice du tertiaire, des services et des secteurs du bâtiment.

Dans ma ville d'origine, les vieux stanois ou les vieux albertvillariens exprimaient souvent leur nostalgie de Stains ou d'Aubervilliers « d'avant ». Les vieux savoyards tiennent des propos apparemment équivalents. Le changement va trop vite. Ils tentent de construire des remparts illusoires : la belle vallée d'Abondance vote à plus de 50% pour l'extrême droite.

Nous étions devant les lycées d'Évian et de Thonon pour distribuer un tract des élus de gauche du Conseil régional.

Certes, la vision quotidienne du lac ou de la dent d'Oche (vous la connaissez tous, c'est l'image de l'étiquette des bouteilles d'Évian) est préférable aux friches devant le lycée de Stains. Pour leur avenir, les lycéens se projettent sur Lyon, Grenoble ou la Suisse, soit on s'oriente vers le tourisme ou l'artisanat pour rester « au pays ». Il existe cependant des créations d'activités originales ou alternative, centrées sur l'économie solidaire et écologique (qu'on appelle assez peu de cette manière ici) mais souvent créées par les nouveaux savoyards.

Au fond les habitants du Chablais, grâce à la Suisse et au tourisme, connaissent un quasi plein emploi et protègent leur qualité de vie. La taille des villes et la proximité des montagnes font la fierté des savoyards... Mais on peut se demander si ce n'est pas tendanciellement un « beau décor ». Comme dans les Cévennes la forêt progresse sur les alpages.

Quand je reviens à Stains ou la Courneuve, je suis maintenant effrayé par les densités, le cloisonnement social (quand on passe de Paris à la banlieue) et je comprends la crainte que le Grand Genève soit progressivement ressemblant au grand Paris. Pour autant je suis réticent à un discours ambiant ultra-conservateur et peu ouvert à un développement local équilibré. Comment transformer les « grandes peurs » en projets alternatifs ? Tant qu'on continue à suivre une logique de profits à court terme, les sociétés s'enfoncent dans l'impasse.

● Francis Morin

# La terre pour qui dans le Beaufortain ?

Il y a quelques décennies seulement, on dénombrait dans le Beaufortain 522 fermes<sup>1</sup> de tailles souvent très modestes, et dont la propriété était la plupart du temps aux mains des paysan-nes qui les faisaient vivre (cela était moins vrai pour les alpages).

La reprise de ces fermes était souvent assurée dans le cercle familial restreint, de parents à enfants.

Aujourd'hui ce paysage a totalement changé. Il reste 107 fermes environ, soit à peu près 158 paysan-nes en comptant les associé-es de GAEC<sup>2</sup>. On voit que la restructuration a été très forte ce qui implique que les paysan-nes ne sont plus propriétaires de la totalité des terres qu'ils et elles travaillent, et qu'en majorité ce sont des terres en location.

C'est donc une donnée qu'il faut absolument prendre en compte car l'on voit bien que suivant ces choix le monde non-paysan sera aussi un acteur incontournable dans la répartition du foncier agricole.

Lorsqu'une ferme s'arrête, c'est un peu de tristesse, comme un souffle suspendu, le temps qui se fige, des femmes et des hommes qu'on ne verra plus arpentant champs et pâtures au milieu d'un troupeau qui n'existera plus, mais ça sera aussi de la convoitise, pour d'autres qui rêvent de grandeur, avec comme souvent le piège de plus d'investissements, plus de matériel, plus de bêtes, et au final besoin de plus de terre.

La transmission d'une ferme quand vient l'heure de la retraite, demande beaucoup de préparation, des années de réflexion sont souvent nécessaires, un temps de travail en commun pour la transmission peut être utile, tout cela dépend beaucoup de la volonté des «cédants».

Alors, ça marche ou pas ! S'il n'y a pas de reprise que deviendront les terres ?

Au final ce sont toujours les propriétaires qui décident à qui elles seront louées, même si l'administration a un rôle d'arbitrage au travers «des autorisations d'exploiter».

Cette décision dépendra beaucoup de l'état d'esprit des propriétaires. S'elles sont du côté des partageux, leur choix se fera avec un regard qui répond au mieux aux questions suivantes :

Qui en a le plus besoin ?

Une petite ferme qui verra son assise économique confortée par un peu plus de terre ?

Une ferme qui donne du travail à beaucoup de monde ?

Une ferme dont les pratiques sont porteuses d'avenir ?

Une ferme qui recherche l'autonomie ?



© Ceriseslacooperative

L'agriculture paysanne et l'agriculture biologique peuvent donner de vraies réponses à ces questions.

A l'opposé, porté par la pensée libérale conservatrice, d'autres critères rentreront en ligne de compte, du « Ah on est bien un peu parent » au « S'ils sont gros c'est qu'ils sont compétents, qu'ils savent travailler... ».

Dans ce cas, on verra encore de grosses fermes s'agrandir, et être confortées dans leur fuite en avant.

On voit donc bien que du côté des propriétaires leur choix peut vraiment être déterminant et une pensée

1. 522 fermes en 1971 et 806 en 1955 source : « Évolution des systèmes d'exploitation en Beaufortain » RGA (recensement général agricole).

2. Groupement Agricole d'Exploitation en Commun. Source estimation chambre d'agriculture 2018-2019.

collective pour aborder ces problématiques pourrait être intéressante pour demain.

Un départ à la retraite récent a démontré que des changements de locataires se sont faits sans débat collectif, avec des situations de pression entre paysans, et au final une répartition du foncier qui n'est pas allé à celles ou ceux qui en ont le plus besoin.

Du point de vue des paysan-nes il n'y a pas de structure locale collective qui existe, mais des pistes pourraient être explorées, comme la création d'une inter-syndicale, avec par exemple la participation du GIDA<sup>3</sup> ainsi que des représentants des communes qui pourraient avoir un rôle d'arbitrage.

Même si ce type de démarche n'a pas de réalité officielle aujourd'hui, cela pourrait être l'occasion de créer un espace commun, que ce soit du point de vue des propriétaires ou des locataires.

**3.** Groupement Inter-communal de Développement Agricole.

## la transmission des terres dédiées à l'alimentation devient un enjeu global de société

Et assez naturellement, nous pourrions considérer que la terre devienne un jour un bien commun malgré des usages différents. L'expérience de «terre de liens» qui achète des terres pour les relouer à des personnes qui vont s'installer est un exemple qui va bien dans ce sens mais à une échelle trop réduite aujourd'hui<sup>4</sup>.

C'est l'illustration que la transmission des terres dédiées à l'alimentation ne peut plus rester dans une unique sphère paysanne et devient un enjeu global de société.

Cette pression sur le foncier agricole est largement confortée par un cahier des charges relativement exigeant de l'AOP Beaufort qui interdit l'ensilage pour la nourriture des animaux, qui exige une autonomie fourragère de 75% et qui limite la quantité de concentrés (céréales et tourteaux) par vache laitière.

Pendant 6 mois de l'année, les bêtes sont nourries à 100% par les pâtures et alpages (hormis un peu de «concentré» pour attirer les animaux à la machine à traire). Ces pratiques font que les paysan-nes doivent mettre en œuvre un vrai savoir-faire pour assurer de bonnes pratiques sur ces espaces, que cela soit en terme qualitatif pour une bonne utilisation de la fumure organique à base de fumier et de lisier ou de compost avec le maintien de la diversité des espèces végétales, mais aussi une bonne gestion de ces espaces dans le temps au cours de la saison.

Les troupeaux vont donc pendant 6 mois transhumier de 600m d'altitude jusqu'à

**4.** En 20 ans l'association a sauvé 300 fermes alors que dans le même temps il en disparaît 125 par semaine

parfois 2300 m, et ensuite redescendre pour la période d'hivernage. Ces troupeaux qu'ils soient en vaches, chèvres ou brebis, devront avoir toutes les «compétences» pour valoriser au mieux ces espaces, et les races locales seront bien sûr les mieux adaptées ; à condition aussi qu'on leur donne «l'éducation» pour valoriser ces «compétences».

Cette production sur «la bonne saison» est de très bonne qualité elle sera prolongée en partie l'hiver lorsque les bêtes seront nourries avec du foin local. Avec un cahier des charges qui impose 75% d'autonomie fourragère sur l'année cela permet malgré tout d'acheter 50% du foin consommé l'hiver à l'extérieur plus une quantité non négligeable de concentrés. Économiquement ceci est facilité par une très bonne valorisation du lait (un euro le litre) qui même avec ces achats extérieurs assure des marges suffisantes aux producteurs.

Pour trouver des solutions à cette trop grande dépendance à l'extérieur, et pour répondre à tous les défis écologiques avec un réchauffement climatique de plus en plus prégnant, il faut travailler sur l'amélioration des prairies qui avec plus de légumineuses pourraient diminuer la dépendance aux tourteaux et d'une manière générale amoindrir, voire annuler la dépendance aux céréales. Il faut favoriser la production de fourrage en remplaçant la culture actuelle du maïs en combe de Savoie et mettre en place l'épandage des fumiers et lisiers des troupeaux du Beaufortain sur ces mêmes parcelles. Ceci contribuera à l'objectif de répondre aux critères de l'agriculture biologique dans un concept global «d'agriculture paysanne».

● GDB.



# Retour sur plus de 20 ans de métier de vigneron en Savoie, tiraillement constant entre Être et Faire

Dans certaines régions viticoles les vignerons nomment leurs treilles de vigne des « routes ». Que de cheminement parcouru depuis mon installation en 2001. De quelques vignes familiales conventionnelles sorties de la coopérative avec 3 cépages qui se courent après à aujourd'hui un vignoble bio riche de plus de 30 cépages alpins et de 3 beaux îlots avec haies et pelouses sèches. Mais oui, comme dans la chanson Étoile des neiges : « mon cœur amoureux s'est pris au piège » de ce terroir de la Combe de Savoie unique et merveilleux. Abnégation et sacerdoce pour avoir la prétention de créer de « vraies richesses » à la Giono où « les gestes manqués ont été aussi importants que ceux réussis en montrant le chemin » pour sortir des sentiers battus viticoles et viniques existants.

Quelques rares anciens avaient commencé à tracer ce chemin vers du bio local. C'est véritablement par la création de l'association les Pétavins (2010) regroupant les vignerons bio des Savoie et celle du centre ampélographique alpin (2007) que notre engagement paysan est devenu structuré et collectif.

Cette grande diversité de personnalités, de terroirs, de cépages, de vins a permis de sortir de l'image traditionnelle fondue/raclette et de donner envie à de nombreux jeunes de s'installer en Savoie.

Sur le groupe actuel des Pétavins, 13 sont des néo-vignerons installés depuis moins de 5 ans qui sont arrivés à créer des modèles économiques correspondant à leur personnalité et leurs valeurs.

Mais faire bon, faire vrai, faire sain (nos vins ont en moyenne moins de 20 mg/l de SO<sub>2</sub>), vivre de son travail et se donner les moyens économiques d'avancer est compliqué : le tout gratuit n'existe pas et il y a toujours le travail de quelqu'un derrière. Réaménager, entretenir, faire écologiquement vivre a un coût et c'est pour nous un choix économique conséquent. La nature nous en remercie : le dernier inventaire floristique et faunistique réalisé dans nos vignes nous a dévoilé une riche diversité que nous n'avions pas imaginée. Mais que de dilemmes quand il est plus facile de vendre 'au juste prix' dans le grand export que localement et Dieu qu'il est compliqué de travailler en équipe pour que chacun apporte sa sensibilité et son savoir-faire. Le vigneron paysan n'est pas formé pour autant d'activités.

« Le vin c'est tout ce que le temps nous infuse de force ». Il est loin le temps des cuvées étiquetées « Le vin des Faucheurs » en soutien aux Faucheurs Volontaires. Notre engagement est devenu plus institutionnel afin de modifier

les cahiers des charges de l'AOP Savoie pour plus de bio, inscrire dans le marbre syndical le pourcentage de vigne bio voulu en 2030, conserver et remultiplier les anciens cépages alpins, aider les transitions en bio, avoir la même bouteille pour permettre un vrai recyclage.

Nos bouteilles restent évidemment un vecteur politique. A l'origine des cuvées « Par-Delà les Versants » - mosaïque espigle de cépages valdotains, valaisans et savoyards -, un postulat : Quid de la libre circulation ? Pourquoi tant de lignes administratives sur les cartes ? Doit-il aussi exister des frontières pour les cépages ?

« On fait du vin et le vin nous fait » dit le dicton. Donner du sens à notre travail mais aussi partager nos convictions et les transmettre dans nos bouteilles nous est important.

Pour moi ce n'est pas être rebelle, c'est naturel comme du temps où ce mot ne faisait pas partie de notre vocabulaire mais simplement de la vie. Le plus bel encouragement est de nous accompagner.

Santé !

● **Raphael Saint-Germain,**  
Saint-Pierre d'Albigny

# Faire contre ou avec les grands carnivores (loups, ours, lynx) ?

Quand il est question du loup, de l'ours ou du lynx, tout le monde a entendu : « Pourquoi cela se passe-t-il si mal en France alors qu'ailleurs cela passe très bien ? ». S'il peut y avoir des oppositions très fortes et compréhensibles, des contraintes occasionnées localement lourdes, l'herbe n'est pas forcément plus verte à l'étranger et plusieurs choses fonctionnent tout de même en France. Si l'exemple des Abruzzes semble montrer des loups plus ou moins acceptés, il faut avoir en tête que le Parc national des Abruzzes investit depuis les années 1970 dans la cohabitation et la continuité de présence du carnivores (contrairement à la France où les loups ont disparu des années 1940 à fin 1992). Par ailleurs, si l'élimination illégale existe aussi dans ces « paradis de la cohabitation », dès que l'on sort des zones historiques de fortes densités de loups, les éleveurs et les chasseurs veulent éliminer le loup. Dans le nord de l'Espagne et dans le nord de l'Italie, les climats de tensions n'ont rien à envier aux tensions françaises.

Il y a des points communs et des spécificités à l'opposition à la présence de l'ours, du lynx et du loup. L'élevage ovin est dans la filière élevage, qui ne se porte pas bien dans l'ensemble, celle qui est dans la position la plus précaire en termes de vieillissement, de difficultés de dégagement d'un revenu et de contraintes diverses (sanitaires, chronophagies, moindres aides). La nouveauté de la présence du grand carnivore explique aussi les tensions. Dans un front de colonisation du loup, notamment dans les zones d'élevages de plein air clôturés difficiles à protéger par la présence humaine et les chiens de protection, l'importance des dégâts potentiels est conflictuelle. Mais l'op-

position est aussi liée à des facteurs moins objectifs. Pour l'ours en Ariège notamment, dans la continuité de ce qui a pu se passer dans toutes les Pyrénées, l'ours est un faire-valoir politique permettant à des personnalités de se mettre en avant à bon compte. Certes, les dégâts d'ours y sont proportionnellement les plus importants de la chaîne, mais les acteurs agricoles politiquement dominants ne font rien pour apporter des réponses techniques pour faire baisser une prédation, amplifiée statistiquement par les pouvoirs publics qui ont fait croître le nombre d'indemnités au titre de l'ours, y compris quand les preuves sont tenues. La visée de paix sociale de ces pratiques politico-administratives n'est pas atteinte, puisque les opposants sont confortés au contraire. Pour un leader politique et ou agricole, l'opposition à un grand carnivore emblématique est fortement médiatisée et donne l'impression d'un activisme pro-agricole, alors que les racines du mal-être agricole indépendamment des grands carnivores ne sont pas traités dans le fond (renouvellement, rémunération juste, accès au foncier, injustice des aides...). Avec des groupes comme Lactalis ou SODIAAL qui ne rémunèrent pas justement les éleveurs et un syndicat dominant qui abandonne les plus petits au profit du plus grands, les grands prédateurs ne sont pas toujours là où on le croit.

Il faut noter également qu'avec quelques centaines d'animaux indemnisés pour l'ours, moins d'une centaine pour le lynx et près de 11 500 pour le loup, nous ne sommes pas dans les mêmes ordres de grandeurs d'impact. Pourtant, les tensions médiatiques sont comparables, notamment pour l'ours et le loup.



© Cériseslacoperative

Cependant, ces questions ne sont pas qu'agricoles, si les éleveurs sont en premières lignes, c'est une question de société où tous les citoyens ont potentiellement leur mot à dire. S'il faut investir dans les aspects techniques pour diminuer les dégâts, il est nécessaire d'œuvrer avec tous les acteurs des territoires concernés citoyens, chasseurs, naturalistes, forestiers, professionnels du tourisme, mais aussi acteurs du secteur social et culturel. **Tous ont vocation à mieux appréhender la réalité pastorale, mais aussi à décider de l'avenir d'espèces qui accompagnent une période de mutations globales où les enjeux liés au climat, à la biodiversité, à la gestion de l'eau et des paysages sont l'affaire de tous.**

### ● Farid Benhamou

(Docteur d'Agro Paris Tech Professeur de Géographie, CPGE, Poitiers Chercheur associé, Laboratoire Ruralités UFR-13823 - Université de Poitiers)



© Ceriseslacooperative

Mont perdu

## Dynamiques citoyennes pour vivre la montagne

En début de cette décennie 2020/2030, un simple passage rapide en montagne ne permet pas de percevoir l'étendu des bouillonnements en cours, des bouleversements qui se préparent.

En haute altitude, dans les grandes stations, hors-sol et héritières du plan neige des années 70, les grues et les camions de béton sont toujours omniprésents. Alors même que plus de la moitié des logements sont des "volets clos", dits "lits froids" utilisés moins de 5 semaines par an.

L'obsession de capter les riches clients de l'autre bout du monde font encore sortir de terre des projets démentiels d'aménagements lourds et luxueux, avec toujours cette ambition d'avoir la plus grande... station du monde (ou du moins plus grande que celle des concurrents). En montagne, les derniers territoires sauvages d'Europe ne seraient encore, pour certains d'entre eux, que des terrains « vierges », donc, « artificialisables » ... ! Le paquebot du 20ème siècle est encore sur sa lancée. Toujours fortement accompagné par les

subventions et politiques publiques (notamment régionales, départementales). On pourrait même parfois observer une forme d'accélération de certains projets pour "en profiter" avant... de probables évolutions réglementaires renforçant la protection des espaces naturels !

Mais clairement ce paquebot entre en zone de fortes agitations, voir en périodes potentiellement tempétueuses et... créatives ! Les bouillonnements se généralisent, multiformes, dans des secteurs très diversifiés, mais souvent, sans



encore de véritables démarches de coopérations systémiques et sans élan collectif inspirant.

Les signaux dits "faibles" deviennent forts et nombreux.

Des professionnels de la montagne côté tourisme revendiquent que leur intérêt particulier est de plus en plus lié, à une vision collective, à des valeurs portées ensemble...

La multiplication d'initiatives de terrains (agricoles, artisanales, artistiques...) porteuses de démarches alternatives commencent à irriguer certains territoires, face aux modèles encore dominants.

Des dispositifs d'accompagnement en ingénierie territoriale, à petite échelle, aident les acteurs à percevoir le besoin, de coopérations (élus, agents, socio-pros, institutions...), de constructions communes concrètes, en prise avec les grands enjeux...

La grande diversité des formes d'actions des associations et ONG (des Zad perchées dans les arbres aux réunions institutionnelles, en passant par les plaidoyers...) apparaissent de plus en plus souvent comme bien complémentaires

La montée en puissance (quantitative et qualitative) des collectifs citoyens, collectifs d'acteurs, qui s'opposent, à certains projets, mais surtout de plus en plus rassemblent largement pour travail-

ler des propositions, concrètes et/ou de territoriales, qui questionnent les choix et la gouvernance...

Les interrogations grandissantes des milieux économiques qui anticipent les bouleversements potentiellement majeurs et rapides.

La justice qui intègre mieux le droit de l'environnement et délibère plus souvent en conséquence...

Les hauts fonctionnaires qui osent travailler avec une grande diversité d'acteurs pour, entre autres, se libérer, un peu, du poids des lobbies... ne sont plus rares !

Sans faire une liste qui pourrait paraître un peu à la Prévert...

Ce qui émerge dans nos territoires de montagne, c'est une mosaïque qui couvre les territoires, de réflexions, d'engagements nouveaux, forts, diversifiés, déterminés et, le plus souvent, sur des enjeux essentiels.

Même si les freins aux changements sont aussi bien en place, politiques libérales et lobbies, travail en silo et gouvernance étriquée, faiblesse de la coopération des acteurs et des visions alternatives...

Les éléments majeurs existent pour passer à une phase d'accélération des transitions.

Mountain Wilderness, avec d'autres structures, avait déjà été à l'initiative en 2021 de premiers Etats Généraux de la Transition du Tourisme en Montagne (EGTTM). Une démarche inédite qui avait permis de faire travailler ensemble la quasi-totalité des grands acteurs du tourisme simultanément avec les acteurs de 30 territoires

montagnards. Des Etats Généraux qui ont de fait contribué pour une part certaine au bouillonnement actuel.

Pour amplifier les dynamiques de transformations, de nouvelles étapes paraissent indispensables :

- Ne pas rester centré sur le tourisme mais travailler la cohérence, «vivre et travailler en montagne à l'année», par territoire et avec tous les grands acteurs

- Résolument mettre en lumière l'ampleur et la diversité des bouillonnements et engagements, semble indispensable pour accélérer les transitions et écrire ensemble un nouveau récit pour l'avenir de nos montagnes

Une préfiguration d'une version 2 des EGTTM 2024 en version « Transition des Territoires » est actuellement en cours d'élaboration en travail interacteurs. Les ambitions et le format devraient être présentés en début d'automne.

La montagne et aux premières loges des effets, bien visibles et violents, du bouleversement climatique et écologique. La proximité avec les espaces sauvages, inspirants et fragiles, renforce encore la perception, la nécessité absolue pour les humains... « d'atterrir ». Nous représentons 0,01% de la biomasse terrestre mais nous dégradons 75% de la surface terrestre (Cop biodiversité Montréal) ....

La montagne, grandiose, magnifique et fragile (à l'image de notre terre) pourrait, devrait être une source forte d'inspiration pour apprendre à vivre ensemble, à vivre respectueusement. Et imaginer un récit plus réjouissant pour notre devenir. Celui de la vie, en harmonie, sur terre.

● **Frédi Meignan**

**Imaginer un récit plus réjouissant pour notre devenir**



# Agence de promotion des cultures et du voyage

« J'apprécie davantage mon voisin-e

depuis que je m'intéresse à sa culture »

**32 ans déjà ! (21 mars 1991) association 1901**

**Nouveau concept - Un tourisme solidaire, citoyen, culturel et participatif d'un groupe**

*Si l'APCV n'est pas spécialiste de la montagne, elle organise notamment au Maghreb des voyages en montagne dans un esprit solidaire et respectueux. L'APCV a pour objectif : La promotion des cultures et du voyage favorisant la relation, l'échange et le dialogue entre les cultures euro-méditerranéennes par des rencontres, des colloques, des spectacles, des voyages, des échanges culturels et sportifs afin de mieux communiquer et VIVRE ensemble avec nos diversités. (JO-16/04/1991 – association 1901) L'APCV explicite ici sa démarche*

Depuis sa création en 1991, notre agence associative propose de découvrir autrement les pays de la méditerranée et de l'Afrique du nord notamment l'Algérie, l'Espagne (Andalousie), le Maroc, le Mali, la Tunisie, le Sénégal, ...

## **Notre démarche repose sur un nouveau concept :**

Un tourisme solidaire, citoyen, culturel et participatif favorisant le développement local dans le cadre du respect des cultures, des populations et de l'environnement du pays d'accueil. L'organisation de nos séjours s'articule autour de rencontres favorisant des plaisirs « Avant, Pendant et Après » avec les participants du circuit.

### **Avant : Le plaisir de la rencontre**

Les participant.es sont conviés à une rencontre d'information autour d'un buffet (ou repas) exotique du pays de leur séjour, dans une ambiance musicale. Les participants exposeront leurs attentes du voyage. Un dossier présentant un panorama du pays d'accueil sera remis aux participants.

Pendant : le plaisir des découvertes du circuit du pays

**Les participant.es tout au long du circuit découvrent des paysages, des lieux culturels, de mémoires, culinaires et la rencontre avec des associations d'accueil**

### **Après : Le plaisir des retrouvailles**

Les participant.es, leurs amis et leurs proches sont à nouveau conviés à des retrouvailles autour d'un repas exotique dans un

cadre convivial pour exposer leurs photos, objets ou autres, partager leurs souvenirs... et quels prolongements dans le cadre des projets pédagogiques des écoles ou des associations d'animation de quartiers ou d'échanges avec les acteurs locaux d'accueil du séjour du pays visité.

## **NOTRE APPORT :**

- Sensibiliser à l'accueil des migrants et leurs histoires avec invitation des associations immigrés du pays visité
- Favoriser la relation entre les acteurs du dialogue des cultures, du développement local et du tourisme solidaire
- Le soutien financier (jusqu'à 5 %) à un projet culturel local

Notre concept du tourisme solidaire, citoyen, culturel et participatif correspond aux objectifs et aux attentes des associations, comités d'entreprises, collectivités et autres organismes utilisant le voyage comme moyen de communication, de loisirs et de rencontres entre les cultures d'ici et d'ailleurs

L'association a participé à quelques salons notamment du tourisme solidaire :

La Fondation Good Planet, le réseau des acteurs du tourisme durable

Et le FITS (Forum international du tourisme solidaire au Maroc)

**Association APCV**, 18 impasse Picou 93200 Saint-Denis  
[apcv.cultures@gmail.com](mailto:apcv.cultures@gmail.com) - [www.apcv.org](http://www.apcv.org)

## La montagne : rebelle conservatrice ?

Loin des Alpes, les Pyrénées... Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, à partir des temps révolutionnaires, elles se montrent comme un espace en rébellion, tout au moins en dissidence. Qui n'a pas en tête la mythique « Guerre des Demoiselles » que faucheurs d'OGM comme activistes anti-ours se plaisent parfois à rappeler. Un signe de résistance certes, mais pour quel monde social et politique ?

### Nunatak, revue d'histoires, cultures et de luttes de montagne



Le numéro 8 de « cette revue qui se veut (et est) un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons » vient de paraître. Ce numéro qui propose des articles sur « l'étranger » et le. A « d'ici », qui questionne sur le tout vélo comme le tout voiture avant lui, et se conclut sur un épisode peu connu, « La révolte des croates » au sein de la SS en 1943 à Villefranche-de-Rouergue, illustre et la tonalité, et la diversité des propos. Avec des illustrations toujours originales et souvent fortes.

A découvrir et soutenir : <https://revuenunatak.noblogs.org/numeros/>

Les sociétés pyrénéennes à l'orée du XIX<sup>e</sup> siècle, comme bien des sociétés rurales, se retrouvent face à des changements politiques qui remettent en cause les institutions politiques, tant celles de l'État que celles des vallées et communautés villageoises ou paroissiales. Dans cet espace « surpeuplé », ils s'accompagnent d'importantes crises économiques et alimentaires jusqu'au milieu du siècle. Avec la Révolution et les régimes qui lui succèdent, cette société où existent d'importants droits collectifs sur les espaces forestiers et pastoraux notamment, des règles successorales qui favorisent, à travers l'aîné (parfois l'aînée) la Maison, voient leurs us et coutumes mis à mal. De mille façons, depuis les comportements privés qui, par exemple se traduisent par un fort taux d'illégitimité, jusqu'à des rébellions qui nécessitent l'envoi de troupes par le pouvoir, les Pyrénées sont « une société en dissidence » selon Jean-François Soulet<sup>1</sup>. Parmi les symptômes les plus visibles, le refus de la conscription qui restera fort en Pays Basque (Iparralde) jusque dans la première guerre mondiale. Pour autant, comme le montrait fort bien Michel Auvray en son temps<sup>2</sup>, ces refus ne sont

pas l'expression d'un pacifisme ni même d'un antimilitarisme, elles reflètent surtout un éloignement avec l'appartenance nationale qui ne justifie pas de risquer sa vie comme on pourrait le faire pour la défense de son espace quotidien.

Certes lors de la Guerre des Demoiselles (1829-30) en Couserans et en Haute-Ariège, les rebelles peuvent s'en prendre aux maîtres de forges tout autant qu'aux agents forestiers, pour la défense de leurs droits d'usages collectifs sur les espaces forestiers et pastoraux. Ces « communs », comme nous pourrions les appeler, ne sont pas pour autant le signe d'une société égalitaire et solidaire. Il ne faut pas oublier que leur accès est souvent lié et proportionnel, à l'exception de quelques « droits » de glanages, à la propriété des Maisons, bonnes et moins bonnes.

Si on relit bien ces nombreuses résistances populaires à la mise en place trop souvent autoritaire des règles républicaines, on ne peut pas faire l'économie de leur dynamique conservatrice. Les derniers soubresauts de cette « dissidence » ne sont-ils pas les résistances à l'inventaire des biens de l'Église, où le hameau de Cominac s'illustre en défendant l'entrée de l'Église avec les ours et leurs « orsalhères » ?

<sup>1</sup> Jean-François Soulet, Les Pyrénées au XIX<sup>e</sup> siècle. T1 organisation sociale et mentalités ; t2 une société en dissidence, 1987, Eché, 478 et 713 p.

<sup>2</sup> Michel Auvray, Objecteurs, insoumis, déserteurs. Histoire des réfractaires en France, 1983, Stock 2, 438 p.

● Renaud de Bellefon





© Ceriseslacoperative

Pic Carlit

## Ruissellements

Mon luxe est de sillonner ce pays, par la face rurale, de m'y nourrir de ses mille paysages, d'y rencontrer des élus amoureux de leur commune, comme ils peuvent chérir leurs proches, parfois jusqu'à la déraison. Tous présentent le pedigree de la commune : X habitants, Y hectares dont Z de forêts quand la ville-grenouille veut se faire aussi grosse que le bœuf-métropole.

Les villages de montagne ont cela de touchant qu'ils sont fiers de ce privilège de la sobriété, de cet équilibre entre la présence d'habitants dans un cadre qui permet la cohabitation avec la nature. Quand bruissent les vallées où s'entrechoquent l'illusion de l'opulence et l'aspiration à vivre en lien avec les éléments voisins.

Combien de jeunes urbains n'ont aucune idée de la sensation de la rosée matinale sur la main, des nuits étoilées au fond des yeux, du contact avec les éléments, avec l'Univers si proche des cimes ?

Cette richesse, c'est l'espace. Le patrimoine du monde rural avec ses spécificités montagnardes. Il doit être accessible au plus grand nombre.

Nos sociétés modernes ont forcé le trait préférant se laisser imposer le culte de la concentration empruntée à l'économie libérale. Le défaut a pénétré aussi l'univers des collectivités.

Jusqu'à la caricature et surtout l'excès qui amène nombre de citadins à s'interroger.

Comme le baigneur craignant le froid de l'eau, ils y entrent un orteil, puis le pied, puis la jambe. La ruralité attire, de la plaine aux plateaux, pour ce qu'elle est et non par la fuite du monde urbain, aussi répulsif puisse-t-il être à certains égards.

C'est dans cet esprit que certains proposent que la notion d'espace intègre la Constitution. Cette dernière est hémiplogique autour du seul souci, certes nécessaire, de considérer le Peuple ; mais pourquoi ne pas assumer qu'il lui faut aussi, à ce peuple, un « territoire », de l'espace et satisfaire un besoin vital, celui de respirer, de décélérer aussi. « Depuis longtemps il en rêvait ».

La concentration est une impasse pour notre organisation. Se dessine en miroir une société de réseaux, plaçant les espaces « peu denses », comme les dénomment les experts en euphémisme, au rang de ressource inespérée pour l'organisation humaine. Et la montagne, dans une forme singulière y joue un rôle clé à bien des égards, sans doute plus encore aujourd'hui. Elle est ainsi celui du ruissellement, le vrai. Des sommets jusqu'à la mer.

### ● Cédric Szabo

Directeur des maires ruraux de France

## La montagne et moi

**Grimper, faire des sommets, c'est un roman. On pense d'abord que c'est un défi avec soi-même : serai-je capable ? Raisonnable, on étudie le parcours, on évalue les difficultés et la météo, parce qu'il vaut mieux répondre à cette question avant de partir. Plus on monte moins il y a de vie autre que soi et celle de son compagnon ou de sa compagne à l'autre bout de la corde. Pas un animal, pas un oiseau, pas une plante, seulement la roche, la neige, la glace, le ciel. Les seuls bruits sont sa propre respiration -un vrai soufflet de forge- celui des crampons, du piolet dans la glace ou des pitons dans la roche (quand on en met) et de temps en temps, la voix de l'autre.**

Mais on n'est pas seuls. On est avec la nature, avec les éléments.

Parlons de la glace et de la neige. On sait qu'il faut être soit revenus en bas soit installés en haut avant que le soleil ne commence à faire fondre les glaciers favorisant des chutes de séracs – blocs de glace et de roches accolées en suspend- pour celles et ceux qui n'ont pas de dictionnaire-. Ou que le réchauffement provoqué par un développement irresponsable n'accélère pas le phénomène. On fait donc un compte à rebours : être en sécurité à midi suppose de mettre x temps à grimper et/ou à redescendre et donc partir à telle heure de la nuit. Mais le contact avec la glace ce n'est pas comme avec un matériau inerte. C'est comme si elle nous renvoyait à quelque chose de vivant dont il faut tenir compte. On est continuellement en éveil, en réponse.

La paroi. Plus elle est raide plus en dessous c'est le vide. On s'en aperçoit en regardant ses pieds. Mais ne trichons pas, ce n'est pas vers le bas qu'on a les yeux fixés mais vers le haut- pas pour la gloire mais parce que l'issue est par là. Là aussi, en cherchant les aspérités et points d'appuis on est en dialogue constant avec l'élément. Un véritable lien se crée.

Lever du soleil. On part donc la nuit. La glace est noire -d'un noir luisant. En bas dans la vallée les premières lueurs de l'aube apparaissent. Nous, on est encore dans la nuit. Puis, autour de nous une lueur jaune pâle commence à apparaître. Et le temps de relever la tête, la glace devient orange, puis rouge vif comme si elle prenait feu. Le tout en silence. Enfin tout rentre dans l'ordre : elle est blanche, le ciel est bleu - et nous, nous avons le souffle coupé.



© Cerieslacooperative

Si un nuage vient à passer, c'est l'alerte : visibilité nulle, chute de température, on n'entend plus ce que dit l'autre au bout de la corde. On s'attache à la roche pour ne pas se perdre ni glisser, on se couvre, on ne bouge plus, on s'hydrate et...on attend que ça passe (d'où l'intérêt de bien prendre la météo la veille et qu'elle ne se trompe pas).

L'alpinisme n'est pas un sport de compétition même si on appelle cela une course. C'est du dépassement de soi. On ne peut ni tricher, ni protester. C'est entre moi et moi, même si nous sommes solidaires avec mes partenaires de cordée. Mais il y a autre chose. Avec la nature, il y a un rapport sensuel. On forme un couple, la montagne aussi nous fait. On a besoin que l'autre (la nature) soit en forme. Comme une histoire d'amour. Quand on revient comment ne pas être euphorique après ce qui a été une fête, malgré les (ou grâce aux) difficultés ?

Mais comment ne pas rager quand nous apprenons que tel glacier qu'on a au trois fois grimpé recule et laisse la place à de la roche dénudée ; ou qu'on ne peut plus passer sur tel névé qui servait de pont de neige au-dessus d'une crevasse. C'est un peu de nous-même que l'on ampute.

● Pierre Zarka

# Un syndicat de cheminotes et cheminots contre le Lyon-Turin

Au milieu des collectifs organisant la mobilisation populaire et internationale contre le Lyon-Turin se trouve la fédération des syndicats SUD-Rail. Au premier abord, cela peut susciter quelques interrogations : un syndicat du secteur du ferroviaire s'oppose à un projet de nouvelle ligne (à grande vitesse) ? En fait, sur cette question des nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse, la fédération des syndicats SUD-Rail refuse de prendre une position générale, qui risquerait alors d'être dogmatique, et se prononce démocratiquement au cas par cas.

Concernant le Lyon-Turin, nous avons remarqué que les prévisions de trafics établies par les pro-ligne nouvelle, qui datent des années 90, ne cessent d'être contestées par des spécialistes de l'économie des transports. Dans notre volonté de transformation sociale, ce mégaprojet du BTP est aussi et surtout emblématique de notre économie, dite de libre-échange, qui met en concurrence non seulement les marchandises mais aussi les salarié.e.s entre eux/elles. Trop rarement, nous nous posons la question « *mais quelles sont les marchandises qui passent la frontière ?* ». Or, la réponse devrait nous emmener vers des revendications pour une relocalisation de l'économie régionale et nationale. La pertinence de certaines productions, et donc transport, doit aussi nous interroger.

Dans notre volonté syndicale de « double besogne<sup>1</sup> », nous portons des revendications immédiates : un report modal des marchandises de la route vers le rail maintenant... et pas dans 20 ans, ce qui est la perspective de cette ligne nouvelle ! Si nous sortons les camions des vallées alpines, plus grand-chose ne va justifier la construction de onze tunnels entre la France et l'Italie et les désastres écologiques (destruction de terres agricoles, tarissement de sources, extraction de millions de déblais, ...).

L'organisation syndicale SUD-Rail, et tout particulièrement son syndicat régional Alpes, ne cesse de proposer des alternatives pour un report modal massif, empruntant la ligne existante, or-

<sup>1</sup>. Référence à la « double besogne » décrite dans la charte d'Amiens adoptée lors du congrès de la CGT de 1906 : en substance, la défense des intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses alliée à la construction d'une société rompant avec le système capitaliste. A ce propos, voir notamment *Les utopiques* n°19 dont le dossier porte sur « pouvoirs, politique, mouvement social » (Editions Syllepse, printemps 2022).



ganisé par l'entreprise publique SNCF et les cheminotes et cheminots. C'est techniquement possible, et nous l'avons expliqué à de nombreuses reprises. Mais cela ne correspond pas à la doctrine portée par les défenseurs de ce projet inutile, avec en première ligne TELT (société chargée de la construction puis de la gestion du Lyon-Turin), qui est la poursuite de la privatisation du ferroviaire. Tout en spoliant l'argent public, la facture pour les citoyennes et citoyens s'élèverait à 30 milliards d'euros ; la gestion de la liaison ferroviaire Lyon-Turin serait gérée par TELT qui deviendra un concurrent de SNCF Réseau et dont le capital sera très rapidement ouvert.

**Bref, le Lyon-Turin est l'un des symboles de ce monde ancien qui refuse de mourir.** Ses promoteurs sacrifient l'environnement et les territoires au nom de la seule croissance des profits pour une minorité. Limitons le transport de marchandises à ce qui est socialement nécessaire, utilisons les infrastructures ferroviaires existantes, ce qui suppose de les améliorer et non de les détruire comme s'y attellent les pouvoirs publics depuis des décennies, cessons de faire des cadeaux aux patrons routiers qui détruisent l'environnement, les routes et le droit social... Un autre transport de marchandises est possible, sans inventer de grands projets inutiles détruisant la planète !

● **Julien Troccaz,**  
cheminot à Chambéry et secrétaire fédéral SUD-Rail



# Faire les saisons : ce curieux mélange entre patronat et autogestion

**Je suis une femme blanche et valide, issue d'une classe moyenne aisée, j'ai fait des études longues en écologie avant de choisir une vie de saisonnière agricole et d'engagements militants.**

Je fais les saisons d'été, soit en plantes aromatiques et médicinales (ppam) soit dans les vignes et je fais des remplacements en élevage, chèvrerie-fromagerie ou poly-élevage vivrier au long de l'année dans des petites ou très petites structures, quasi toujours en agriculture biologique, en massifs ou sur leur flancs (Chartreuse, Bauges, Maurienne, Avant-pays savoyard et plaines de Haute-Savoie)

Autant j'ai choisi la précarité des conditions de vie qui vont avec ce rythme (contrats Tesa, aléas climatiques), autant je me sens démunie et en désaccord avec les logiques générales auxquelles ces exploitations participent : monoculture (pour la vigne), quasi pas de vente en vrac, image de produits haut de gamme, prix de vente élevés pour les consommateurs/trices mais à peine suffisants pour que les paysan.ne.s puissent se sortir un smic mensuel, salariat avec hiérarchie pyramidale, pas de syndicalisation des saisonnier.e.s...

Il reste une certaine liberté de parole, mais seulement pour ceux qui ont les codes sociaux et un contexte individuel le leur permettant. Les collègues qui ont une famille, un loyer, ou qui ont vécu d'autres conditionnements au travail (dévalorisations du fait d'une non-conformité aux exigences de productivité et de réactivité du capitalisme) l'ouvrent moins (voire pas) que ceux avec moins de contraintes, qui sont du cru et qui sont

déjà passé.e.s dans beaucoup d'exploitations du département.

Concernant le machisme et les rapports genrés, je vois une fracture énorme entre des endroits où il y a des formes dont on peut discuter sans que ce soit dans un rapport de force, et certains endroits où c'est omniprésent et difficilement discutable. Ce sont des milieux sociaux très différents qui peuvent se côtoyer, parfois il y a des exploitations où c'est mélangé et c'est très intéressant.

Il y a des lieux où les équipes sont soudées, avec beaucoup d'entraide et de soin entre travailleurs/euses, et d'autres où c'est une succession continue de rapports de force et de stigmatisation des particularités individuelles. Dans ce que j'ai vu, et ça vaut pour moi aussi, on a tendance à se pousser soi-même les premières années, par amour du geste, conditionnement ou pression patronale selon les cas.

C'est important pour moi de dire aux nouve.aux.lles qu'en tant que saisonnier.e agricole, nous travaillons à la capitalisation de l'outil de travail de quelqu'un.e d'autre, et que ça rentre en compétition (au sens des stratégies évolutives) avec l'amour manifeste qu'on a tou.te.s à faire ces travaux et à vouloir les faire au mieux. Notre outil à nous, c'est ce que nous sommes, à savoir notre corps physique et notre façon d'être avec nous-même et avec les autres. On ne vend pas notre

corps mais notre force de travail. Je ne leur apprend rien en disant ça. Chacun.e s'en rend compte, mais ça pose le sujet ouvertement.

On est souvent seul.e.s pour gérer nos conditions de travail, nos corps et leur usure à moyen et long terme. Je sens une sorte de tabou à ce sujet dans ce milieu : quand on voit passer un vigneron à la retraite qui marche anglé à 90°, on blague en le plaignant et en disant qu'il a beaucoup bossé (et il semble alors accepter que le travail ait tous les droits sur les corps), mais quand est-ce qu'on parle des saisonnier.e.s qui ont des TMS ou des troubles liés au cocktail individuel de produits avec lesquels elles auront été en contact au cours de leurs passages dans des exploitations différentes ? Jamais, ça n'existe pas. Je ne sais même pas s'il y a des chiffres à ce sujet.

Je ne développe ici que les aspects sociaux car c'est ce qui m'importe le plus au quotidien. Cependant ça reste pour moi des environnements de travail où les interactions entre individu.e.s et les dynamiques de groupe sont primordiales et où il y a la place d'en discuter. C'est une des choses qui me font continuer à passer d'un endroit à un autre : participer au fait que ça reste un milieu ouvert, avec du brassage social et culturel, et la mise en place de fonctionnements plus ou moins collectifs dans des groupes transitoires non-affinitaires.

● **Perrine Augrit**



# Malgré l'isolement et la précarité, les pâtres s'organisent !

**Vous les voyez peut-être parfois l'été en vous baladant le long des cimes, accompagnés d'un ou de toute une tripotée de chiens de conduite, au cul d'un troupeau de brebis ou de vaches. Vous les apercevez peut-être parfois de près ou de loin, ces salarié-es aux traits souvent tirés, crevé-es par des jours à rallonge, crapahutant sur les pagages d'altitude. Les jours de grand soleil, tandis que la troupe rumine paisiblement, on ne s'imagine pas vraiment ce que représente le boulot d'une bergère, ni ce qu'est son statut. Ainsi, les questions fusent, approximativement les mêmes. Suivant l'humeur et la fatigue, les pâtres s'avèrent plus ou moins loquaces. C'est à vous, ce troupeau ? Vous avez combien de bêtes ? Vous ne vous ennuyez pas toute seule ? Berger, c'est vraiment un métier ? Mais on vous paie pour faire ça ? Etc.**

Loin de l'image bucolique qu'il ou elle inspire, le ou la pâtre est assez souvent salarié-e, saisonnier-ère, embauché-e par un, une ou plusieurs éleveur-ses, sur une période plus ou moins courte. Les postes sont le plus souvent subventionnés, dans le cadre de la lutte contre la prédation des troupeaux. Des conventions collectives agricoles régissent, tant bien que mal, les spécificités du métier. Plus mal que bien, d'ailleurs. Le pâtre est, selon sa zone de travail, un travailleur assez isolé et potentiellement soumis aux mauvais traitements. Il ou elle garde plusieurs troupeaux, gère la ressource fourragère sur ses différents quartiers, conduit ou traque les animaux à sa charge, repère et soigne les blessures, entretient clôtures, parcs et filets de contention, nourrit les chiens de protection, dort à proximi-



© Certiseslacooperative

té du troupeau si prédation sur l'estive, se réveille la nuit en cas d'attaque. Un dur labeur, auquel s'ajoute tout un tas d'autres imprévus, lorsque les conditions salariales et d'hébergement ne sont pas maximales. Bien que la situation tende à s'améliorer depuis peu, encore bien des cabanes ne sont pas aux normes, voire insalubres. Absence de ramonage des conduits de cheminée, installations électriques et gaz défectueuses, défauts d'étanchéité, courants d'air, absence d'espace sanitaire, etc. Le ou la pâtre bénéficie généralement d'un jour de repos par semaine. Toutefois, en cas de non-remplacement par l'un ou l'une de ses patrons, il ou elle se trouve souvent forcé-e de rester. Les chiens de conduite exigent un travail de dressage à l'année et représentent un lourd budget, notamment en matière de soins vétérinaires et de frais de nourriture. Pourtant, aucune assurance ni contrepartie durant l'estive

ne permet de pallier ces coûts. Rajoutons à cela les difficultés d'accès à la formation continue, la non-reconnaissance de l'astreinte et des nuits travaillées, des attitudes sexistes à l'égard des gardiennes de troupeaux, salariées isolées et donc plus vulnérables, le mutisme et la cécité des institutions pastorales, etc.

Vous les verrez donc peut-être cet été, ces pâtres certes précaires mais organisés et désireux-ses d'améliorer leurs conditions de travail. Depuis quelques années, des syndicats fleurissent ici et là, dans les Pyrénées et les Alpes, regroupant nombre de saisonnier-es en lutte et solidaires. En Haute-Garonne, SUD Pâtres, membre de l'Union locale Solidaires Comminges, veille au grain sur le plan pratique et juridique, favorisant l'entraide et à la solidarité entre les salarié-es de ce petit milieu.

● **Ramon Perez**, pâtre.

## La langue des montagnes : la langue sifflée

Entre le Béarn et les Hautes Pyrénées, dans la vallée d'Ossau, pas très loin du col de l'Aubisque, on peut prendre le temps d'écouter la nature, les animaux mais aussi entendre de drôles de sifflements. S'agit-il d'oiseaux qui chantent et se répondent d'un versant à l'autre de la montagne ?

Il existe environ 7000 langues parlées dans le monde. On connaît également le Braille, langue écrite des non-voyants et la langue des signes utilisée par les sourds et malentendants - classée au patrimoine de l'Unesco en 2003, elle est aussi considérée comme langue « en danger » depuis 2011. Mais on connaît moins la langue sifflée, classée en 2009 au patrimoine immatériel de l'Humanité par l'Unesco et utilisée depuis des siècles dans les zones montagneuses. Techniquement, on ne peut parler d'une langue sifflée unique : il s'agit d'une extension de la langue locale. Ainsi, dans le petit village d'Aas, dans les Pyrénées Atlantiques, depuis des centaines d'années, on communique en sifflant. On peut également suivre des cours à l'école, comme on apprend ailleurs l'Occitan ou le Breton. A Pau, le Béarnais sifflé est enseigné à l'université.

C'est un langage courant pour les bergers qui vivent plusieurs mois dans les estives. Il permet d'annoncer sur de grandes distances un danger, une bonne nouvelle ou encore de lancer un appel à l'aide. Modulé sur une bande de fréquence plus limitée que la voix, le son se déforme moins et porte plus loin – jusqu'à plusieurs kilomètres, en zone dégagée. Comme le dit un journaliste de la Dépêche du Midi<sup>1</sup> : « *Dans ce monde bruyant, il faut s'arrêter un instant et imaginer l'ambiance. Nous sommes en haute vallée d'Ossau, pas très loin des Eaux Bonnes... En face, à plus de 2500m, culmine le Pic du Ger et en contrebas le village de Laruns. Au temps des siffleurs, le seul bruit qu'on pouvait entendre était ceux du bétail, cloches comprises. Dans ce monde du silence, le sifflet se diffuse encore mieux. « Les habitants sifflaient de l'occitan, un système de transposition de la langue parlée en sifflant : les voyelles sont sifflées et les consonnes parlées », conclut l'universitaire Guy Busnel qui souligne que l'apprentissage est à la portée de tous...à condition de savoir siffler. ».*

Cette langue sifflée n'est pas exclusive aux vallées pyrénéennes. On en retrouve des versions spécifiques aux Iles Canaries, au Mexique, en Sibérie, en Grèce ou en Turquie. L'origine en reste un mystère.

A l'heure où la communication par téléphone cellulaire est impossible car beaucoup de zones de montagnes sont des zones blanches, la langue sifflée se révèle un outil très performant pour les habitants des régions très montagneuses. L'avenir nous viendra peut-être de moyens de communication millénaires.

● Daniel Rome  
et Alexandra Pichardie

1. Publié le 15/01/2017- Sébastien Dubos

## SUD neige 73

« plus de débats, discussions...

des points sur lesquels nous ne céderons pas autour de l'humain »

Il s'agit d'une toute jeune branche de l'Union syndicale Solidaires dans les domaines skiables. Un premier syndicat Solidaires était apparu dans les années 2000 dans les Pyrénées, pendant quelques années.

A l'origine, il y a les élections CSE, en mars 2022, au sein de la SAP, entreprise qui gère l'exploitation du domaine skiable de La Plagne. Cinq «sudistes» ont été élu·es représentant·es du personnel ; avec quatre personnes de plus (candidat·es non-élu·es ou sympathisant·es) nous choisissons de continuer de faire vivre ce petit groupe. On est alors, tous et toutes, membres de Solidaires 73 (Savoie), l'union départementale qui a permis que nous émergions.

Depuis, nous avons décidé de créer une structure plus large qui permettra de nouer des liens avec d'autres employé·es de remontées mécaniques partageant notre vision du syndicalisme. Nous avons donc déposé les statuts de SUD neige 73, syndicat SUD départemental dans le domaine des stations de ski. Nous sommes une vingtaine d'adhérents et adhérentes, dont 2 en dehors de notre entreprise.

Nous faisons pour l'instant principalement un syndicalisme «de CSE» : en effet, nous sommes nés d'une volonté de changement de représentation du personnel, et surtout d'un changement de méthode. Nous voulions plus de débats, discussions, des co-représentant·es et non plus un délégué syndical qui décide de tout et se permet tout au nom de notre syndicat. Nos relations avec la direction sont plus franches : on négocie ensemble, on ne déjeune pas ensemble... Et il est des points sur lesquels nous ne céderons pas autour de l'humain : dénonciation de comportements et pratiques abusives de chefs d'équipe, élimination progressive des freins à la promotion des femmes, amélioration des conditions de travail... Un exemple : seulement 50 % des postes de travail sont équipés de toilettes en 2023 ; c'est hallucinant, même si c'est encore le cas dans toutes les stations. A suivre !

● Anne-Line Hudault

## Artocene

A Chamonix se tient du 11 juin au 23 juillet la 3<sup>e</sup> édition d'Artocène. dont les œuvres présentées évoquent la question du vide dans notre rapport au paysage, et la représentation du vide dans notre inconscient. Sur le site de Chamonix-Mont-Blanc, le festival Artocène entrecroise architecture et art contemporain pour répondre à des thématiques du paysage alpin, emblématique d'une nature fragile et mouvante.

Le festival se présente sous la forme d'un parcours d'expositions à travers la ville qui permettent de découvrir des œuvres d'artistes internationaux, établis ou émergents, ainsi que des architectures éphémères. Près d'une trentaine d'artistes internationaux participe aux expositions que complètent divers rendez-vous avec Etienne Klein (le vide comme espace de pensée) et une rencontre du CREA autour des espaces post-glaciaires. Au programme aussi, performances dansées, expériences culinaires, lectures.

Une exposition « participative » est proposée à cette occasion. Des visites guidées compètent cette (re)découverte de la montagne par des intérieurs, inopinés ou surprenants, que les réseaux sociaux se chargeront d'alimenter et conforter.

Artocène désignerait étymologiquement « l'ère de l'art ». Il entend proposer un contrepoint au terme « Anthropocène », qui définit la nouvelle ère géologique dans laquelle nous sommes entrés, marquée par l'activité humaine. Le festival vise à montrer en quoi l'art et la culture peuvent sensibiliser nos contemporains aux enjeux environnementaux que nous rencontrons. Le terme Artocène fait également allusion à la notion de partage autour de l'art – cène signifiant « repas » - afin de créer un dialogue entre les communautés locales, régionales et internationales.

● **Patrick Vassallo**

<https://www.artocene.fr/category/apropos/>



## La frontière des oubliés

Il est des livres dont on sort bouleversé, sans toutefois être sûr d'avoir tout compris... Car cette « frontière des oubliés », entre l'Afghanistan et l'Iran, on la connaît peu, nous, européens. Et qui peut vraiment comprendre, sans l'avoir vécue, la déchirure de l'exil, l'apatridie mentale d'avoir dû quitter son pays par nécessité et qui vous terrasse même quand on se retrouve – par chance - porteur d'un nouveau passeport ?

Mais je vais me taire, dans ce délicieux. Par respect. Il serait injuste que vous entendiez ma voix. Celle des femmes afghanes est tellement rare. Celle d'Aliyeh Ataei tellement vibrante, perturbante...

« A la fin d'une histoire, le lecteur est censé avoir compris le propos de l'auteur. Mais j'ai bien peur de n'avoir pas d'autre propos que les tombes ou le besoin obsessionnel de revenir vers les morts, vers la seule trace de la dignité d'un peuple. J'ai peine à croire que les histoires racontées dans ces pages soient les miennes et que je puisse encore, après tant d'infortune trouver les mots pour dire au monde à quel point la guerre continue de nous meurtrir, de nous chasser, de nous anéantir. Les frontières nous blessent et les coupables de ces crimes restent impunis. Nous sommes ceux qui vivent et ceux qui vendent la frontière. Nous sommes tout cela. »

Un texte puissant qui peint la violence, le traumatisme, le désespoir... et redonne corps à ceux que les frontières mutilent et tuent.

● **Alexandra Pichardie**

*La Frontière des Oubliés*, Aliyeh Ataei, Gallimard, 2023, 149 pages, 18 €



## Les Cagots

Le terme « cagots » désigne des groupes d'habitants méprisés dans les villages du Sud-Ouest. Ils furent

présents dans toute l'Europe au moyen âge ; en Bretagne, dans le Bas-Poitou, en Guyenne, en Gascogne, dans le Pays Basque, en Navarre et surtout en Béarn. Les montagnes des Pyrénées, pourtant terres de refuge, où les ségrégations eurent peu de prises, terre des Cathares, furent néanmoins le lieu où le phénomène des Cagots fût le plus appuyé. Si vous prenez la route qui va de Bagnères de Bigorre à Ste Marie de Campan, vous trouverez dans les villages des panneaux historiques évoquant les cagots. Dès le XVI<sup>ème</sup> siècle on mentionne dans les écrits des cagots qui peuvent être comparés aux juifs, aux intouchables indiens, aux lépreux.

Ce livre retrace historiquement ce qu'étaient les cagots. Le livre est divisé en huit chapitres et suit un cursus chronologique très documenté. Il est intéressant de constater le rapprochement avec d'autres catégories d'exclus comme les juifs, les mendiants, les lépreux. Plusieurs auteurs qui ont travaillé sur cette question y voient les prémices du racisme. Tout au long des six derniers siècles, les sociétés locales rejetaient tout ce qui était étranger soit en interdisant l'entrée sur leur territoire soit en les parquant dans des endroits bien délimités comme les juifs dans des ghettos, ou encore comme les cagots à Campan dans les Hautes Pyrénées, parqués le long de l'Adour.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, on a même créé le livret ouvrier pour mettre à l'écart toute forme de contestation sociale. Une ségrégation sociale à grande échelle.

Un livre historique intéressant et fouillé.

● **Daniel Rome**

*Les Cagots-Histoire d'une ségrégation*, Benoit Cursente, Éditions Cairn, Nov 2018, 20€





## Traque au Tibet

En découvrant le massif de l'Everest pour sauver sa famille, à défaut de ses yaks, la jeune tibétaine Tashi se confronte à des militaires chinois

et à la dureté des hauts massifs montagneux.

Ce roman montre tout à la fois l'opposition ancestrale entre Chine et Tibet, entre le pouvoir de Pékin et la religion tibétaine, les rapports complexes parfois qu'entretiennent sherpas, expéditions étrangères, montagnards et tibétains, pour une part à la lisière du Népal.

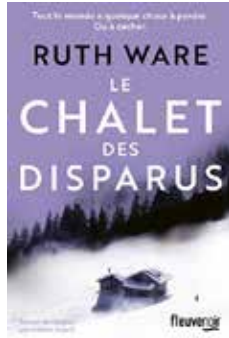
Si l'intrigue maintient le suspense quant à l'issue de cette équipée, bien des contradictions apparaissent au fil du récit. La vie montagnarde y est plus qu'esquissée, la dure condition des tibétains et leur ancrage ancestral y sont relatés avec précision. Cette histoire d'une épopée locale est aussi celle d'une famille. Épopée tout autant d'un Everest, ce plus haut sommet de la planète, dominant le toit du monde où avalanches, tremblements de terre et orages en viennent s'ajouter à un air raréfié. Où se rebeller, c'est pouvoir survivre.

Quelques rebondissements dans cette narration ne sont pas seulement des aléas du scénario, ils indiquent la complexité de certaines situations et l'incertitude que la volonté et le sens peuvent parfois dépasser. Jamais dominer.

Ces 230 pages se lisent avec facilité. Chacun.e pourra y suivre un fil : l'Everest, le Tibet, la vie populaire, les soldats chinois, la famille de Tashi, les étrangers en expédition. Ou cet affrontement permanent entre soumission et détermination qui mène jusqu'à la dernière page.

### ● Patrick Vassallo

Traque au Tibet, Matt Dickinson, éditions du Mont-Blanc, 2023, 229 pages, 14€,



## Le chalet des disparus

Les collaborateurs et collaboratrices d'une start up créatrice du logiciel de suivi 'Pister' se retrouvent en séminaire à la montagne, dans un chalet tenu par un jeune couple.

Une avalanche les isole du monde. Plus de réseau, plus de téléphone. Plus d'électricité non plus. Aucun contact extérieur. L'heure de la survie alors qu'une première associée a disparu dans l'avalanche. Une absurdité puisque cette innovante application n'a plus ici d'utilité ! Dans ce polar, chacun.e a quelque chose à perdre. A cacher. A gagner peut-être aussi entre faux-fuyants et clairs-obscurs, au cœur d'une start-up en plein essor confrontée à des choix de décisions cruciales sur les valeurs, la propriété comme sur le modèle économique. C'est un conclave en cercle très fermé au cœur de la montagne où la neige isole d'autant plus ce groupe bien improbable. Psychologie de groupe, personnalités spécifiques. Chacun.e joue-t-il sa partition ? Une main étrange étrangle-t-elle cette aventure quand ce séminaire devait statuer sur le développement d'une application promise à un bel avenir ? Récitée à partir du regard de chaque protagoniste, cette histoire soulève de multiples questionnements et autant d'incertitudes liées à l'isolement du chalet comme aux ambitions et aux peurs des associé.e.s.

Une lecture agréable, nerveuse, pour la plage ou les grands espaces de l'été.... Comme pour les étapes d'une randonnée en montagne !

### ● Patrick Vassallo

Le chalet des disparus, Ruth Ware, fleuve noir, 2023, 432 pages, 22,90 €



## Les meufs sont des mecs bien

Cibler des faits du quotidien, cartonner des habitudes, relever des incohérences, l'auteur ne se prive pas de formules mordantes, choc, visant à faire réagir, simplifiant sans doute le réel mais tapant quand même juste. Ce pavé littéraire fait-il mal à la tête ? Il brosse en tous cas une critique acerbe de nos vies modernes, laissant parfois (trop souvent ?) indemnes ou inattaquées les institutions et autorités, publiques comme privées... La lecture nerveuse, rapide est plutôt agréable et vive. On se laisse prendre, captiver ; interroger. Beur des quartiers populaires (du 94), l'auteur sait de quoi il parle. Les aspects autobiographiques ne manquent pas. Il raconte ainsi comment la femme « hijabée » (sa femme, en fait) s'est désocialisée en cinq ans. Quelles « dérives » peuvent entraîner des réflexes anti discriminations pourtant légitimes. Pointant notamment le racisme, les racismes, il souligne à juste titre les inversions incohérentes qui font perdre le sens d'une réaction, d'un combat.

Mais cet ensemble laisse une odeur un peu âcre. Sa proximité avec Houellebecq se conjugue à un défouaillage en tous genres qui ressemble par trop à Hanouna. « Faire chier », dit-il. Cela justifie-t-il la recherche du succès ? La promotion que France Inter et bien des médias font du livre le justifierait. A tout prix ? Pour quel objectif ?

### ● Patrick Vassallo

Les meufs, c'est des mecs bien, Mourad Winter, éditions Clique, 2023, 336 pages, 20 €





# Cannes

## légitimité de parole

«C'est bien en cinéaste que s'est exprimée la réalisatrice d'«Anatomie d'une chute» au moment de recevoir sa Palme d'or.

Chacune et chacun peut avoir sa propre opinion à propos de celles exprimées par Justine Triet au moment de recevoir la Palme d'or pour Anatomie d'une chute. Mais personne ne devrait lui contester le droit de dire ce qu'elle a dit. Parce qu'elle l'a dit depuis sa place de cinéaste, ce qui est évidemment légitime sur la scène d'un grand festival de cinéma.

Ce «discours» qui fait à présent débat comportait trois éléments, et tous les trois relèvent de ce pour quoi elle se trouvait à ce moment sur scène, devant les micros et caméras. Avec concision, la réalisatrice a en effet abordé deux thèmes, apparemment distincts. D'une part, elle a parlé du mouvement contre la réforme des retraites. Mais contrairement à ce qui a été beaucoup répété, elle n'a rien dit de la réforme en tant que telle.

Elle a condamné le fait qu'une «contestation historique, extrêmement puissante, unanime, de la réforme des retraites» ait «été niée, réprimée de façon choquante». Nul doute qu'elle soit contre cette réforme – comme une large majorité des Français(e)s – mais son sujet ici, c'est

la tentative d'invisibilisation de ce rejet, la négation, le «passage à autre chose» voulu et orchestré par le président de la République.

Le discours de Justine Triet, c'est l'adresse d'une metteuse en scène à un metteur en scène qui s'appelle Emmanuel Macron. Il est légitime que des personnes dont le travail est d'organiser des éléments de récit et de représentation, en particulier une personne qui vient d'être récompensée pour avoir fait cela, commentent la manière dont une autre personne fait la même chose, et d'une manière qu'elle considère inappropriée. Le sens de ce passage est simplement : les cents jours sont un mauvais film, qui ne marche pas.

Ensuite, Justine Triet a critiqué ce qui est en train de se passer dans l'organisation du cinéma en France. Contrairement à ce que la ministre de la culture a feint d'avoir entendu, elle n'a pas attaqué le système de soutien public, mais au contraire sa mise en danger par des réformes et des projets en cours.

Et contrairement à ce que la plupart des réactions hostiles à son discours affirment, elle ne s'est pas comportée en enfant gâté ou en ingrate, mais a au contraire proclamé sa reconnaissance

pour l'ensemble des dispositifs qu'on résume, de manière plus ou moins appropriée par la formule d'exception culturelle, «sans laquelle je ne serai pas là devant vous».

Et qui peut dire qu'une personne qui travaille dans un secteur, le cinéma en l'occurrence, n'est pas légitime pour s'exprimer sur l'organisation de ce secteur et ses évolutions?

Et enfin, Justine Triet a lié les deux sujets, la tentative du pouvoir de balayer sous la moquette les oppositions à la réforme des retraites et les modifications en cours du système public accompagnant le cinéma.

C'est à dire qu'elle a, exactement comme dans son film, opéré une composition, qui montre comment fonctionnent ensemble des processus apparemment disjoints, ou relevant de différents enjeux. Soit, précisément, ce que fait, ce qu'a à faire la mise en scène et pour quoi elle venait de recevoir la Palme.»

● **Jean-Michel Frodon**, que nous remercions pour son aimable autorisation.

<https://projection-publique.com/.../pour-quoi-ce-qua-dit.../>

## Drôles de poèmes



L'association RED – Rencontres Et Débats – accueillait à Saint Jean Brévelay le 17 juin dernier le poète Francis Combes autour d'une délicieuse problématique : « Humour et Poésie ».

**Audacieux pour ce petit bourg morbihannais qui compte 2800 habitants, modestes pour la plupart. Quarante huit d'entre eux sont venus débattre avec le poète.**

**Audacieux, car à Saint Jean Brévelay comme ailleurs, pour beaucoup de gens, la poésie est une affaire de spécialistes, de gens distingués et parfois même un peu précieux. Beaucoup, aussi, continuent de penser que « les chants désespérés sont les chants les plus beaux », comme l'écrit Musset dans son poème sur le Pélican.**

**Mais de tout temps, Francis Combes l'a expliqué, des poètes ont aussi su s'amuser, sourire, rire et se moquer. Et de citer Aristophane, les auteurs latins d'épigrammes, Rabelais, Hugo, Rimbaud ou le Breton Tristan Corbière. Cela continue de plus belle au XX<sup>ème</sup> siècle avec les poèmes de Robert Desnos, de Raymond Queneau ou Boris Vian, qui le prouvent allègrement, qu'ils soient gais ou qu'ils rient jaune ...**

**Évidemment Prévert était convoqué ! N'est-ce pas lui qui écrivait « l'œil était dans la bombe et regardait tout le monde » ? Ou « dans l'église, il y a quelque chose qui cloche » ?**

**Francis Combes en a cité plusieurs autres, parfois inattendus mais célèbres comme Aragon, Guillevic, natif de Saint Jean Brévelay, ou encore René Char.**

**L'invité du jour est de cette espèce de poètes pour qui ce n'est pas parce que le monde n'est pas rose qu'il faut être morose. Il a la critique heureuse et partageuse, l'auditoire a apprécié.**

**Parmi les nombreux poèmes cités, se comptaient quelques-uns des poèmes de son dernier recueil intitulé : « Si les symptômes persistent, consultez un poète ». On peut y lire :**

« Sauvez un arbre, mangez un castor ! »

● Catherine Destom Bottin

## Fête de la chanson politique, seconde édition !

La Fête de la chanson politique est le rendez-vous du premier week-end de septembre (1 et 2) pour venir faire la fête, en musique et en politique, à Mazères-sur-Salat ! Entre festival et fête militante, celle-ci veut réaffirmer le besoin que nous avons de véhiculer, fabriquer et de lier chanson politique et lutte sociale. La fête questionne d'un côté le « marché de l'art » où le politique est si peu financé, voire proscrit, et de l'autre côté les mouvements sociaux où le culturel et la création sont peu valorisés pour nos luttes.

Cette fête se veut être un espace de **rencontre entre musique et politique**, entre des publics et des idées mais également rencontre entre des styles musicaux et des langues diverses. L'évènement est accueilli chaleureusement par l'équipe municipale du village de Mazères-sur-Salat, sur le site de l'ancienne usine Rizla+.

La fête reste à entrée libre. Cette année, nous avons mis en place une souscription via un crowdfunding, avec un objectif de 7000€, pour permettre la rémunération au SMIC des salaires artistiques au sein de la fête (technique, artistes, créations). L'idée de salaire est mis à mal dans le travail artistique et plus généralement culturel. La fête veut être un espace où il est possible d'informer, de discuter et de faire évoluer la vision politique de la culture. Particulièrement, les artistes qualifié-es de politiques ou véhiculant l'idée d'égalité et de justice sociale, en plus d'être peu diffusé-es, sont souvent sollicité-es pour se produire gratuitement afin de soutenir diverses causes.

La fête est aussi l'idée de construire des conditions d'écoute qui aillent avec la poésie, le partage, l'intergénérationnel, l'internationalisme, le tard, le tôt, le vegan, le carné, l'histoire sociale et les mouvements qui nous agitent aujourd'hui. D'atelliers de mémoire populaire en rap-punk de l'espace, bienvenue à toutes et tous, pour de belles découvertes et de belles rencontres à toute heure !

● Mylène Colombani<sup>1</sup>

Programme, artistes, informations pratiques, soutien financier :

[www.fetedelachansonpolitique.org](http://www.fetedelachansonpolitique.org)

<sup>1</sup> Mylène Colombani : Mymytchell [www.mymytchell.fr](http://www.mymytchell.fr)

# Capitale européenne de la culture : trompe-l'œil et faux fuyants...

Le dispositif « capitale européenne de la Culture » a été créé en 1985 pour mettre en avant des cités participant à la valorisation culturelle de l'Europe, et par là même à conforter le « sentiment européen ».

Au ministère de la Culture, une première étape franchie le 3 mars laisse quatre villes en lice pour obtenir le prestigieux label de capitale de la Culture en Europe : Bourges, Clermont-Ferrand, Montpellier et Rouen. La lauréate sera connue à la fin de l'année.

Les moyens mobilisés sont conséquents. Tant par les communes et autorités locales que par divers partenaires, comme on dit. Derrière ce label, se déploie toute une conception de la culture, événementielle, naviguant entre grandes métropoles à travers le continent. Favorisant le grand spectacle. Souvent au détriment des cultures populaires locales. La diversité n'y est pas une priorité ; la culture du travail et le patrimoine industriel sont les parents pauvres. Les matrimoines totalement ignorés. L'examen des dossiers 2023 le confirment ; l'expérience marseillaise en 2013 illustre ce concept. Si personne ne peut

contester un équipement comme le MUCEM et diverses réalisations dans la 2<sup>e</sup> ville de France, force est de reconnaître que le réseau des « petits lieux », des arts de la rue, du spectacle vivant « modeste », etc n'en n'a guère profité... La grande masse des moyens a permis un « nettoyage » du Panier et une « bo-boisation » autour du vieux port. Ce ne sont pas les réalisations immobilières de standing qui le démentiront. Ni les morts de la rue d'Aubagne ou l'aggravation du bâti scolaire et ancien dégradé...

A Montpellier comme à Saint-Denis, l'évènementiel a pris le pas sur la culture vivante. Villes métissées et cosmopolites, on aurait pu attendre une reconnaissance, une ode au dialogue des cultures méditerranéennes et mondiales. Que nenni ! Montpellier s'est associé - comme Clermont-Ferrand d'ailleurs - une série d'autres communes de la région, Sète en particulier. On n'a pas traversé la Méditerranée... La candidature de Saint-Denis a été imposée par la municipalité PS contre une projet de candidature des banlieues, qui réunissait associations, communes et quartiers populaires.

Pour les actrices et acteurs culturels locaux, l'aubaine risque de filer vinaigre. Les mobilisations montrent du possible. Qu'on aurait sans aucun doute mis bien plus à profit pour des actions culturelles de quartier, du spectacle vivant, à partir des pratiques et identités de la population.

Le coup de projecteur, dont se targuent les promoteurs du dispositif, se révèle un trompe-l'œil comme les aime Stéphane Bern et la culture savante de la classe dominante. Chibanis, migrant.e.s, descendant.e.s d'esclaves, tous les potes de Carte de Séjour et d'Oum Khalsoum resteront à la marge ? Pas assez « vendeur » ? Pas assez « top » ?

La mise en avant de quelques locaux demeure un faux-fuyant. Ce sont les tourneurs culturels européens et les promoteurs de réaménagement urbain qui tirent les cordons de la Bourse... Et de cette culture-là.

A rebours d'une idée capitale qui exacerbe la concurrence entre villes et les phénomènes de métropolisation (voir le numéro de Cerises la coopérative d'octobre 2022), on pourrait rêver des tournées qui irrigueraient le continent comme ménestriers et troubadours avaient pu le faire, valorisant les communs, les coopérations. De pratiques culturelles et artistiques amateurs et professionnelles qui donnent à FAIRE ensemble. La culture est une cause commune qui mérite mieux que des beaux événements onéreux et éphémères.

● Patrick Vassallo



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Pierre Zarka, militant.e.s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne  
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>